
[Pérou : un projet de « loi génocidaire » contre les peuples autochtones « non contactés »](#)

Une partie du Congrès péruvien, liée à l'industrie du bois et des combustibles fossiles, a présenté un projet de loi qui, s'il était adopté, conduirait à l'extermination certaine des peuples autochtones non contactés du pays.

La loi a été présentée en novembre de 2022, au milieu d'une période d'effervescence sociale dans le pays. Cette loi vise à supprimer la reconnaissance, et donc les droits, des 25 peuples autochtones du pays qui n'ont pas été contactés ou qui l'ont été récemment. En outre, elle cherche à supprimer les réserves autochtones déjà créées pour ces peuples afin d'ouvrir ces territoires aux industries extractives. Cela risque également d'empêcher la création des quatre autres réserves qui n'ont pas encore été reconnues.

Historiquement, ces peuples ont été « contactés » à de nombreuses reprises – des « contacts » marqués le plus souvent par de la violence de la part des industries, des missionnaires et du gouvernement. Mais une telle loi porterait cette violence à un niveau beaucoup plus inquiétant. L'AIDSESEP, la plus grande organisation nationale de peuples autochtones, [a fermement condamné ce projet de loi](#) et appelé la société civile dans son ensemble à dénoncer cette loi, car elle pourrait se traduire par le génocide de ces peuples. Vous pouvez signer une pétition de Survival pour empêcher l'adoption de ce projet de loi : [en espagnol](#) et [en anglais](#). [Pour en savoir plus sur ce projet de loi, lire ici \(en anglais\)](#).